

## DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 11

### CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2019 A 20H00

**Délibération CT2019/11/05-15 – Mise en place du Régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement**

**Rapporteur : Claude CAPILLON, Président**

**DATE DE CONVOCATION** : 30 octobre 2019

**PRÉSIDENCE** de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

**PRÉSENTS** : Mmes et MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader (pouvoir à DELORMEAU Christine), BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale (pouvoir à KLEIN Olivier), CADORET Henri, CARBONNELLE Serge, DALLIER Philippe (pouvoir à COPPI Katia), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GUILBERT Georges, HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à TAYEBI Samira), METTEIL Magali (pouvoir à DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud), PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à FICCA Grégory), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à GAUTHIER Christine), THIBAUT Magalie, VIEUX-COMBE Evelynne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : M. Franck BARTH.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-15-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

**VU** le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

**VU** le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

**VU** le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

**VU** les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emploi de référence à l'Etat pris en application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

**VU** la délibération n°CT2017/09/26-03 portant mise en place du RIFSEEP pour les filières administrative, sociale animation et certains cadres d'emplois de la filière technique,

**VU** l'avis du Comité technique en date du 10 octobre 2019,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer le régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires territoriaux, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'instaurer la part fixe et la part variable composant le RIFSEEP, conformément à la réglementation,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**DÉCIDE** d'instaurer le RIFSEEP au profit des agents de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est appartenant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement selon les modalités définies ci-après :

### Article 1 : Bénéficiaires

Bénéficient du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

Accusé de réception en préfecture 093-200058790-20191112-CT2019-11-05-15- DE Date de télétransmission : 12/11/2019 Date de réception préfecture : 12/11/2019
--



- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement ;
- Les contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel.

## Article 2 : Parts et Plafonds

Le régime indemnitaire est composée de deux parts : une part fixe pour les indemnités de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel (IFSE), liée notamment aux fonctions, et une part variable pour le complément indemnitaire annuel (CIA), liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le plafond de la part fixe et le plafond de la part variable sont déterminés selon le groupe de fonctions définis aux dispositions de l'article 3 de la présente délibération. La somme des deux ne peut pas dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Les plafonds applicables ainsi que le nombre de groupe sont définis à l'annexe 1 de la présente délibération. Les plafonds indiqués correspondent aux montants plafonds du RIFSEEP applicables au corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014.

## Article 3 : Définition des groupes et des critères

Les fonctions occupées par les agents d'un même corps ou statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières et degré d'exposition de certains types de poste au regard de son environnement extérieur ou de proximité.

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions.

L'IFSE tiendra compte des critères ci-après :

- Le groupe de fonctions ;
- Le niveau de responsabilité ;
- Le niveau d'expertise de l'agent ;
- Le niveau de technicité de l'agent ;
- Les sujétions spéciales ;
- L'expérience de l'agent ;
- La qualification détenue.

Le complément indemnitaire annuel (CIA) tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation professionnelle :

- La disponibilité et l'adaptation aux exigences du poste et de son environnement ;
- L'investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;
- La capacité à s'impliquer dans les projets de service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachés à son environnement professionnel.

Le montant individuel versé à l'agent défini par le Président au titre du CIA est compris entre 0 et 100% du montant maximum dans la limite des plafonds définis ci-dessus.

#### Article 4 : Modalités de versement

L'IFSE est versée mensuellement. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel et à temps non complet.

La part variable CIA est versée annuellement et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

#### Article 5 : Evolution du régime indemnitaire en cas d'absence

Le RIFSEEP suivra le sort du traitement en cas de maladie ordinaire, en cas de congé pour accident de service, de trajet ou maladie professionnelle, de congé pour maternité ou pour adoption et de congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie ou temps partiel thérapeutique, le RIFSEEP est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

#### Article 6 : Maintien à titre personnel

Le montant mensuel ou annuel dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

**DÉCIDE** d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel la répartition des emplois concernés dans les groupes de fonction.

**DÉCIDE** d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de l'IFSE et du CIA dans le respect des principes définis ci-dessus.

**DIT** que la dépense est prévue au budget principal.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/11/2019.*

Affiché - Notifié le **12 NOV. 2019**

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



Le Président,

Claude CAPILLON

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-15-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019